



Appel de la 13^e conférence UIT

Montreuil le 26 juin 2025

Les délégués de la 13^e conférence de l'Union interfédérale des transports CGT (UIT-CGT), réunis à Montreuil du 24 au 26 juin 2025, réaffirment l'importance des transports dans l'aménagement du territoire et le développement humain durable.

Ils s'opposent fermement à toute forme d'instrumentalisation ou utilisation à d'autres fins que leurs missions professionnelles, notamment lors des rafles à l'encontre des personnes supposées en situation irrégulière, travailleurs sans papiers, réfugiés, ordonnées récemment par le ministre de l'Intérieur conduisant à des contrôles au faciès. Plus largement, nous combattons et continuerons à combattre les idées d'extrême droite et leur banalisation.

Les délégués présents confirment leur engagement pour la paix partout dans le monde. À l'instar de nos camarades dockers, nous refusons d'exporter des armes notamment à destination du gouvernement d'Israël servant à massacrer les populations civiles au Moyen-Orient.

Pour assurer un véritable droit au transport, sur l'ensemble du territoire national, il est nécessaire d'adopter une approche multimodale permettant l'utilisation d'infrastructures et de modes de transport adaptés aux besoins pour répondre aux enjeux de services publics et d'intérêt général.

Pour cela, il est indispensable de reprendre en main les politiques publiques, appuyées sur un pôle public de transports de voyageurs et de marchandises reposant sur des monopoles publics.

Pour y parvenir, il est nécessaire de se doter de ressources financières permettant de mettre en œuvre cette politique, indispensable à l'égalité d'accès au transport pour tous, au dynamisme économique du pays et aux enjeux environnementaux. La CGT met en avant des propositions concrètes. Ces mesures ne nécessitent pas de créer de nouveaux impôts ou taxes sur les travailleurs, mais de prendre sur les profits du capital et de réorienter les fonds existants.

Malgré les discours des gouvernements successifs annonçant des moyens conséquents pour financer les transports, les politiques publiques ont en réalité pour objectif principal de favoriser le désengagement de l'État, la libéralisation du transport, la déstructuration des réseaux et l'affaiblissement des services publics et des garanties collectives des travailleurs.

Après la LOM et la loi 3DS, la conférence de financement des infrastructures, dont le processus doit aboutir en juillet 2025, est porteuse de grands dangers.

Une fois de plus, le format choisi fait la part belle aux lobbys en contournant les syndicats représentatifs. C'est, une nouvelle fois, une captation de la démocratie sociale et une